



AFRITAC de l'Ouest

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Abidjan, Côte d'Ivoire



AFRITAC de l'Ouest

La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest

Parution Numéro 23 – avril 2019

Sommaire

Vue d'ensemble	1
Activités par domaine	2
Actions de formation	16
Les cours en ligne du FMI.....	17
Rapports mis en ligne sur le site sécurisé du Centre en avril 2019	18
Activités à venir.....	19

Vue d'ensemble

Le premier trimestre de l'année 2019 a été marquée par la tenue de la vingt-neuvième réunion du Comité d'Orientation (CO) du Centre, le 21 mars 2019 à Abidjan, sous la présidence de Monsieur Adama Koné, Ministre de l'Économie et des Finances de la Côte d'Ivoire, Président en exercice du CO. La réunion a permis de faire le point sur l'exécution du programme de travail du Centre pour l'année fiscale (AF) 2019 et de valider le budget et les activités prévus pour l'AF 2020, qui couvre la période du 1^{er} mai 2019 au 30 avril 2020.



Les activités s'inscrivent

dans le cadre des priorités stratégiques des pays membres, du FMI et des bailleurs. Le programme s'inscrit totalement dans le cadre logique de résultats fixés par les objectifs à atteindre sur la durée du Cycle IV du Centre.



Activités par domaine

Administration douanière

AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maîtrise de la base taxable à l'importation, la dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.

Conseiller résident en administration douanière



M. Serge Véra a débuté sa carrière dans les douanes françaises en 1981.

Avant sa prise de fonction à l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, M. Véra a effectué des missions de longs termes auprès de certaines administrations douanières de la sous-région (Bénin, Guinée et Guinée-Bissau).

Guinée – Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 18 au 22 février 2019.

Cet appui du Centre a permis d'examiner la procédure existante en matière d'évaluation en douane. Pour accompagner la Direction générale des douanes dans la réappropriation et la maîtrise de la fonction d'évaluation en douane, la mission a proposé une stratégie qui s'articule autour de quatre piliers structurants et qui sera déployée sur la base de sept axes de travail. L'objectif visé étant que les agents des douanes puissent se réapproprier la fonction d'évaluation en vue de sécuriser et de mobiliser davantage les recettes tout en contribuant à la facilitation des échanges commerciaux. Afin d'accompagner efficacement les mesures préconisées, un plan d'actions a été élaboré et proposé. Le niveau de mise en œuvre du plan d'actions, sera évalué lors de la prochaine mission.

Guinée – Renforcement du suivi et du contrôle des exonérations et des admissions temporaires du 11 au 15 février 2019.

L'appui a permis de noter que les mesures proposées pour améliorer le suivi et le contrôle des exonérations et des admissions temporaires ont peu progressé. Le développement des outils informatiques se poursuit, mais il n'y a aucun changement effectif au niveau opérationnel. Cette situation s'explique en partie par l'absence de cadres officiellement identifiés pour suivre et accompagner les recommandations des visites. Le déploiement complet de SYDONIA World à travers le pays a été achevé en décembre 2018. Tel que préconisé par la visite de juin 2017, l'administration douanière doit profiter de ce déploiement pour activer le module "Exonérations" afin d'optimiser la gestion des activités afférentes. Afin d'accompagner efficacement les mesures préconisées au cours de la mission, un plan d'actions qui fait état des mesures à mettre en œuvre pour renforcer de manière optimale la nouvelle Division Contrôle après dédouanement qui regroupera l'actuelle Division des enquêtes douanières et les anciens Services de contrôle différé des Directions régionales de Conakry Port et Conakry Centre a été élaboré et proposé. Le niveau de mise en œuvre dudit plan, pourrait être évalué lors d'une prochaine mission qui sera sollicitée par les Autorités.

Sénégal – Renforcement du suivi et du contrôle des exonérations et des admissions temporaires du 4 au 8 février 2019.

L'assistance technique fournie par le Centre a permis de constater que la Direction générale des douanes a fait des efforts dans la gestion des exonérations et des admissions temporaires, tel que préconisé par la mission de 2017. Ces améliorations sont de nature organisationnelle, opérationnelle et informatique. Les mesures préconisées devraient permettre de mieux appréhender les avancées et les domaines restant à améliorer dans le cadre du projet de renforcement des contrôles après dédouanement des exonérations et des admissions temporaires. Même si l'on relève un ralentissement global des dépenses fiscales en 2018 par rapport à l'année 2017, elles demeurent néanmoins supérieures aux années 2015 et 2016. Les exonérations douanières relevant des droits suspendus et les franchises exceptionnelles ont considérablement augmenté. La mission a mis au point un plan d'actions en deux volets pour le renforcement du Service du Contrôle des régimes économiques et particuliers. Par ailleurs, le traitement des demandes en admission temporaire est toujours manuel au Bureau des franchises et investissements tout comme le traitement des demandes d'admission temporaire de véhicules automobiles. Afin d'accompagner efficacement les mesures d'ajustement préconisées, un plan d'actions a été proposé.

Niger – Renforcement de la fonction évaluation en douane du 21 janvier au 1er février 2019.

La mission a relevé plusieurs avancées depuis la dernière visite et le changement de l'équipe managériale a su donner un nouveau souffle au projet mené par le Centre. Depuis juillet 2018, la méthode de détermination de la valeur en douane, selon les principes définis par l'Accord de l'OMC, a pris le pas sur l'utilisation d'une valeur minimale en ce qui concerne dix produits initialement définis. L'analyse des premiers résultats obtenus dans l'utilisation de la valeur transactionnelle confirme une hausse de la valeur et des droits et taxes perçus pour les produits de la 1ère étape. Cette hausse est, en partie, attribuable à une meilleure maîtrise des éléments constitutifs de la valeur en douane. Toutefois, le contrôle après dédouanement (CAD) est toujours inopérant. Toutes les activités liées au CAD (contrôle différé et contrôle a posteriori) sont déficientes eu égard au nombre limité de résultats contentieux. Les fréquents mouvements de personnel et l'absence chronique de celui-ci dans certaines directions posent un problème majeur. La mise en œuvre des mesures préconisées par AFRITAC de l'ouest en avril 2018 doit être poursuivie de façon plus soutenue. Le Plan de formation 2019-2021 doit être appuyé par les autorités douanières et une plus forte implication du service de communication dans la réussite de la réappropriation de la fonction d'évaluation en douane est nécessaire.

Bénin – Gestion automatisée du risque (GAR) pour la sélectivité des contrôles du 14 au 25 janvier 2019.

Les avancées relatives au projet de gestion automatisée des risques sont extrêmement positives avec une sélectivité et un taux de déclaration en circuit rouge conformes aux objectifs définis. Le comité de sélectivité est actif et se réunit régulièrement pour assurer le suivi du projet et les avancées en matière de sélectivité. Le volume de déclarations de mise à la consommation orienté en circuit rouge a été drastiquement réduit au bureau du port de Cotonou. Un circuit vert a été mis en place pour les

déclarations de mise à la consommation à faible risque. Les règles bloquantes ont été pour la plupart éliminées. La sélectivité des contrôles repose à présent largement sur le scoring. Cependant, le système d'information n'a pas été adapté à l'introduction du scanner dans la chaîne du dédouanement. Le scannage et le contrôle physique restent positionnés après la liquidation des déclarations. Il en résulte un nombre important de certificat de visite incohérent. Le dédouanement des marchandises en vrac n'est pas soumis à la gestion des risques et ne fait pas l'objet de contrôles physiques. Les travaux de la mission avec les services informatiques ont permis la mise en production du circuit vert et du module aléatoire durant la mission. Une formation auprès des vérificateurs du port de Cotonou a été réalisée durant la mission. Il a été recommandé de poursuivre les avancées observées avec un maintien du taux de circuit rouge autour de 20% et une progression de celui de circuit vert de 20% à 25% des mises à la consommation au bureau du port de Cotonou.

Administration fiscale

L'AFRITAC de l'Ouest concentre son appui sur l'amélioration de la gestion du risque et le renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale.

Conseiller résident en administration fiscale



M. Olivier Sanz assiste depuis 2017 les administrations fiscales du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. Il avait au préalable assuré plusieurs missions court terme pour le FMI, en Algérie, au Gabon et en Guinée équatoriale.

Conseiller résident en administration fiscale



M. Nicolas Hiol soutient depuis 2017 les administrations fiscales de la Guinée, du Niger et du Togo. En tant que membre du panel d'experts du FMI, il avait déjà eu l'occasion de mener différentes missions d'assistance technique dans la sous-région, au Burkina Faso, en Guinée et en Mauritanie.

Bénin – Renforcement de l'organisation et des méthodes du contrôle fiscal du 18 au 29 mars 2019.

L'objectif de la mission était triple : (1) renforcer la mobilisation du renseignement fiscal ; (2) identifier les pistes d'automatisation ; et (3) renforcer les capacités des agents chargés de traiter cette information. Cette mission répondait à un besoin de consolidation des acquis à la suite des résultats décevants dégagés en 2018, comparés aux débuts prometteurs enregistrés en 2017. Par suite : (1) le plan de collecte, de traitement et d'exploitation de l'information a été revu et modifié en conséquence avec les autorités ; (2) les principaux risques fiscaux davantage ciblés pour pouvoir être automatisés ; et (3) 27 agents ont été formés sur la mise en œuvre du droit d'enquête, les méthodes de traitement et d'analyse des informations collectées et leur utilisation dans le cadre de la programmation des contrôle fiscaux.

Côte d'Ivoire – Poursuite du renforcement des capacités de l'administration fiscale du 11 au 22 février 2019.

Cette mission avait un double objectif : (1) consolider le contrôle ponctuel des entreprises sous option de TVA ; et (2) conduire une étude préliminaire sur le potentiel que représentent les entreprises moyennes de l'intérieur du pays. Sur le premier axe, la mission a aidé à : (1) identifier les contribuables sous option TVA ; (2) collecter toutes les informations utiles les concernant ; (3) dresser une liste des entreprises les plus à risque pour les vérifier en priorité ; et (4) uniformiser les pratiques entre les différents acteurs (gestionnaires et unités de recherche et de traitement de l'information). Sur le second axe, la mission a délimité le portefeuille des entreprises moyennes de l'intérieur du pays, première étape à l'implantation de nouveaux centres des moyennes entreprises hors d'Abidjan.

Guinée - Mise en œuvre du programme de renforcement des fonctions fiscales clés de la Direction nationale des impôts (DNI) du 18 février au 1er mars 2019.

L'assistance technique avait comme objectifs (1) d'accompagner la nouvelle structure de régularisation des défaillants et (2) soutenir l'apurement des arriérés fiscaux. La mission a noté avec satisfaction la signature récente du nouveau texte organique de la DNI et l'inauguration par le Président de la République du dispositif de régularisation des défaillants, tous conçus avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest, ainsi que la bancarisation des recettes. Néanmoins, quelques fragilités freinent encore l'assainissement des répertoires : (1) le non-respect des plannings ; (2) des procédures non formalisées ; (3) des retards dans la publication du « répertoire des contribuables fiscalement actifs », la géolocalisation et les travaux informatiques ; (4) la timidité de la communication et (5) du financement. La mission a mis à jour le plan du projet et a proposé divers extrants devant soutenir sa mise en œuvre, à l'instar des fiches de circuit, listing de documents requis des immatriculés, des notes encadrant le suivi des contribuables et le nouveau NIF, les plans de communication et les tableaux de suivi. En matière d'assainissement des arriérés enfin, le soutien fourni a permis de recenser les restes à recouvrer (RAR), de proposer un plan d'apurement, puis d'entamer les travaux d'analyse-risque dont les modalités de suivi ont été discutées avec les responsables de la Direction nationale du trésor.

Guinée-Bissau – Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale du 18 février au 1^{er} mars 2019.

L'objectif de la mission était double : (1) clôturer les travaux de géolocalisation des grandes et moyennes entreprises entrepris lors des missions précédentes ; (2) renforcer le suivi des obligations déclaratives et de paiement des contribuables répertoriés. Dans ce cadre, la mission a : (1) apporté un soutien méthodologique à l'équipe chargée de l'enrichissement du fichier des contribuables ; et (2) dans un contexte de fort renouvellement des équipes, formé les gestionnaires à la nécessité d'effectuer des relances systématiques des contribuables défaillants au moyen des outils informatiques à disposition, sans attendre la fin de l'exercice fiscal.

Mali – Renforcement de l’administration des moyennes entreprises du 21 janvier au 1er février 2019 et du 4 au 15 mars 2019.

Deux missions ont été conduites par le conseiller résident au cours de ce trimestre, toutes deux menées en complément des visites des experts du Département des Finances publiques du FMI : (1) la première, en réponse à une demande des autorités sur les difficultés rencontrées pour mobiliser les recettes, tant en matière fiscale que douanière ; (2) la seconde, sur la fiabilisation du fichier des contribuables. Dans les deux cas, les travaux du conseiller résident ont ciblé le segment des entreprises moyennes. Un plan de finalisation de la segmentation a été élaborée avec les autorités. Ses deux principales mesures visent de manière très pragmatique à : (1) redéfinir les portefeuilles de chaque unité opérationnelle ; (2) repositionner l’outil informatique au cœur des dispositifs de suivi des contribuables ; et (3) réactiver en le simplifiant le processus de transfert des fichiers entre grandes, moyennes et petites entreprises.

Mauritanie – Poursuite du renforcement des activités de recherche et de contrôle fiscal du 11 au 22 février 2019.

L’objectif de la mission était de poursuivre le renforcement des activités de recherche et de contrôle fiscal, dont les résultats restent décevants en dépit des quelques progrès réalisés. A cette fin, la mission a aidé les autorités à identifier leurs faiblesses, tant dans l’organisation en place que dans l’utilisation des ressources disponibles. Un atelier sur la méthodologie à suivre en matière de programmation des contrôles a été organisé avec les équipes et dans ce cadre, une liste des entreprises à vérifier en priorité, identifiée. De même un soutien pédagogique a été apporté aux jeunes vérificateurs nommés sur la manière de conduire les opérations de contrôle sur place.

Niger – Renforcement des fonctions fiscales clés du 7 au 25 janvier 2019.

Cette assistance visait à : (1) faire le point du projet « enclos fiscal » et des activités d’immatriculation des petits contribuables ; (2) aider à la confection du répertoire « des contribuables fiscalement actifs » ; (3) évaluer les recommandations de la mission du Département des finances publiques du FMI de mars 2018 et des résultats pour 2018 du plan de performance, puis proposer un soutien additionnel aux services. L’appui technique du Centre a permis de noter qu’une direction de pilotage de l’assiette fiscale et du recouvrement a été créée et la bancarisation des recettes implémentée. Un regain de dynamisme des relations avec la douane est visible. Cependant, le plan de performance ne parvient pas, malgré un cadre de gouvernance robuste, à mobiliser les responsables, en raison : (1) d’un focus excessif sur les recettes, (2) d’indicateurs insuffisants et (3) d’une faible appropriation par les équipes. Le projet « enclos fiscal » a été renforcé afin que la DGI puisse maîtriser sa population fiscale et plusieurs extrants ont été réalisés pour inciter la hiérarchie à donner une impulsion décisive au plan de performance en 2019. Les responsables des directions de pilotage des fonctions fiscales ont bénéficié d’une initiation à l’accompagnement des services opérationnels et leurs priorités pour 2019 ont été identifiées.

Gestion des finances publiques

Dans ce domaine AFRITAC vise l’amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques. Sous l’aspect gestion budgétaire, le programme d’activités vise le

renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.

Conseiller résident en Gestion des dépenses publiques-aspect budget



M. Bacari Koné a passé dix ans au département des Finances publiques du FMI où il a travaillé en qualité d'économiste principal avant de prendre ses fonctions à l'AFRITAC de l'Ouest en 2017.

Mauritanie-Renforcement des capacités en gestion des investissements publics du 25 mars au 05 avril 2019.

Cette mission d'appui technique de l'AFRITAC de l'Ouest était la suite d'une première mission déroulée en novembre-décembre 2018. Les deux missions ont contribué au démarrage et à la consolidation de la mise en œuvre de la technique des crédits d'engagement (CE) et des crédits de paiement (CP) pour la budgétisation adéquate et le suivi de l'exécution des dépenses d'investissements publics. Ces appuis ont été fournis aussi bien au niveau central qu'au niveau des ministères sectoriels. Ils ont permis :

- ✓ De renforcer les capacités des acteurs en charge de la gestion des investissements publics (GIP), aussi bien au niveau central qu'au niveau des ministères sectoriels ;
- ✓ D'amorcer la mise en œuvre de la technique des crédits d'engagement (CE) et des crédits de paiement (CP) pour la budgétisation adéquate et le suivi de l'exécution des dépenses d'investissements publics ;
- ✓ De réaliser la structuration des dépenses d'investissements publics de six ministères pilotes en CE et CP ;
- ✓ De former une équipe de formateurs de la direction générale du budget (DGB) pour poursuivre la structuration des dépenses d'investissements publics en CE et CP dans d'autres ministères et institutions.

Togo-Renforcement des capacités d'analyse des documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) et projets annuels de performance (PAP) et d'évaluation du coût des programmes des ministères et institutions du 08 au 19 janvier 2019.

Cet appui technique d'AFRITAC de l'Ouest visait à renforcer les capacités de la direction générale du budget et des finances (DGBF) et des directions des affaires financières (DAF) des ministères à l'analyse de la qualité et de la pertinence des budget-programmes (DPPD) et de leurs cadres de performance (PAP) à la veille de la bascule en budgétisation par programmes. Il a permis :

- ✓ De renforcer les capacités des acteurs concernés de la DGBF et des DAF des ministères prioritaires en analyse de la qualité, de la pertinence et du réalisme des cadres de performances des propositions budgétaires au regard des ressources disponibles ;
- ✓ De proposer une grille d'analyse des propositions budgétaires (DPPD) et des cadres de performances (PAP) avant leur validation pour le budget d'Etat ; et
- ✓ De proposer les éléments d'une lettre-circulaire du Ministre chargé des finances portant sur la méthode d'évaluation des coûts des programmes et de répartition de l'espace budgétaire.

Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect trésor



Marie-Christine Uguen a exercé des fonctions de cadre supérieure à la Direction Générale des Finances Publiques du Ministère de l'Economie et des Finances français, principalement dans le domaine de la dépense publique, de la comptabilité et des systèmes d'informations des finances publiques. Elle a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en 2018.

Burkina Faso – Appui à la mise en œuvre du compte unique du Trésor (CUT) du 14 au 25 janvier 2019.

L'assistance technique du Centre a permis de noter que si la mise en œuvre effective du CUT n'enregistre pas de progrès significatifs depuis la dernière mission de janvier 2018, notamment du fait de l'appel d'offre informatique rendu infructueux fin 2018, la production du document cadre du CUT a permis de définir le système de CUT que le Burkina Faso souhaite mettre en place et deux projets de textes réglementaires visent à conforter cette mise en place. Les travaux menés par la mission conjointement avec l'équipe de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) ont conduit à apporter des améliorations au document cadre du CUT, en y ajoutant l'architecture cible souhaitée, un chronogramme des activités à mener, tant sur le plan organisationnel, que technique ou managériale. Deux outils permettant de renforcer le suivi des comptes chez les Receveurs des administrations financières ont été élaborés par la mission. L'appui a également permis d'identifier des facteurs de risques pesant sur la mise en œuvre du CUT.

Sénégal – Appui à l'élaboration de la cartographie des risques comptables pour la mise en œuvre du contrôle interne comptable du 28 janvier au 8 février 2019.

L'appui a permis de constater que la majorité des actions prévues pour 2018 n'a pas été engagée, notamment celles qui touchent au renforcement de la Direction générale de la comptabilité publique et du Trésor (cellule dédiée, renforcement quantitatif de la Directions du contrôle interne et à la réorganisation du réseau comptable), dans l'attente de la suite réservée au projet de décret sur l'organisation du Ministère de l'économie, des finances et du plan. L'élaboration de la documentation comptable et les travaux sur les immobilisations se poursuivent avec des projets d'instructions comptables en cours, l'actualisation de la nomenclature des comptes et leur documentation ; les travaux d'identification et de valorisation des immobilisations à intégrer en priorité au bilan d'ouverture en 2020 sont en cours. La

cartographie des risques comptables de deux ministères expérimentateurs a permis d'identifier 21 risques budgétaires et comptables majeurs pour la commande publique, et 15 risques budgétaires et comptables pour la solde, et de proposer les pistes d'actions pour les maîtriser. L'équipe de la Direction générale de la comptabilité publique et du Trésor qui a accompagné l'expert a été formé pour poursuivre la cartographie des risques comptables dans les autres ministères.

Burkina Faso – Appui à l'élaboration du bilan d'ouverture (BO) 2019, du 25 mars au 5 avril 2019.

Une instruction portant sur le cantonnement dans deux comptes spécifiques des opérations non justifiées en comptes d'imputation provisoire a été élaborée par la DGTCP et communiquée le 15 février 2019 à l'ensemble du réseau du Trésor en vue de la fiabilisation de la balance de sortie 2018. Une évolution des Systèmes d'information a également eu lieu, pour la gestion 2019, afin de générer l'enregistrement d'une charge à payer en comptabilité générale, dès validation par le comptable d'un bordereau de liquidation. Malgré les efforts produits pour remplir les prérequis nécessaires au passage à la comptabilité d'exercice, plusieurs actions restent à mener ou à finaliser. La mission a produit une instruction sur la méthodologie de détermination du bilan d'ouverture pour la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés. Elle a réalisé avec l'équipe de la DGTCP un projet d'instruction sur la méthodologie de détermination du BO et des annexes avec des fiches méthodologiques d'intégration de certains comptes au BO. Les principaux cadres de la DGTCP et de l'ensemble des directions concernées par ces processus comptables ont été réunis en séminaire et à la demande de la DGTCP, une réunion de sensibilisation sur le renforcement du lien entre le comptable et l'ordonnateur nécessaire à la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice a également été animé par la mission.

Sénégal – Appui à l'élaboration d'un guide de procédures comptables d'un comptable ministériel, du 18 au 29 mars 2019.

Les travaux de la mission participent de la volonté affirmée de la DGCPT de contribuer de manière active au chantier de la qualité comptable. La mise en place de comptables ministériels est un véritable changement de paradigme dans l'organisation administrative du Trésor. Actuellement basée, au niveau central, sur 5 directions comptables¹ dont les assignations, l'organisation et la nature des opérations traitées empêchent d'avoir une vision ministérielle consolidée et encore moins une vision des risques par ministères, la DGCPT a pris le parti de refondre son organisation afin de mettre en place de véritables comptables ministériels. Le nouveau schéma d'organisation proposé rationalise, simplifie et rend plus visible les champs d'intervention des différents comptables principaux ministériels. Il permet par ailleurs de faire émerger de manière formelle un véritable comptable centralisateur, pivot de la production des comptes de l'Etat en format CDCP. A l'issue des travaux, la mission a proposé un projet de réorganisation du réseau des comptables principaux (tant au niveau central que déconcentré) avec

¹ Trésorerie Générale (TG) – Paierie Générale du Trésor (PGT) – Trésorerie Paierie pour l'Etranger (TPE) – Agence Comptable des Grands Projets (ACGP) – Recette Générale du Trésor (RGT)

l'apparition des comptes ministériels, et un projet de manuel-type de procédure comptable à l'endroit des comptes ministériels.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.

Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2014, **M. Oumar Dissou** était le conseiller résident chargé de la gestion de la dette publique de l'AFRITAC Centre, structure qui couvre les pays de la CEMAC, le Burundi et la RDC.

Bénin –Renforcement des capacités en matière d'évaluation des offres de financement, du 21 au 25 janvier 2019).

L'appui a permis de former onze agents de la Caisse autonome d'amortissement sur la démarche de prise en compte des frais de garantie, des diverses commissions et des scénarii défavorables d'évolution de taux d'intérêt et/ou de taux de change dans le calcul du taux effectif global d'une offre de financement. La mission a conçu une maquette Excel que les cadres pourraient se servir pour estimer le taux effectif global d'une offre de financement.

Mali –Amélioration su système de gestion des données de la dette publique, du 25 mars au 5 avril 2019.

C'est la troisième mission dans le cadre du projet pluriannuel mis en place en 2018 pour aider les autorités maliennes à améliorer les fonctionnalités et à renforcer la robustesse de leur système de gestion des données de la dette (SIGED) en développement en interne. Un système de gestion des données performant faciliterait un meilleur suivi et une meilleure déclaration des données de la dette.

Environ 60% des améliorations suggérées lors de la dernière mission ont été mises en œuvre. La mission a suggéré des pistes de solution pour la mise en œuvre des améliorations encore en suspens. Elle a guidé l'équipe de développeurs sur la manière dont elle pourrait élaborer les spécifications des instruments de la dette intérieure (bons et obligations du Trésor) et les prendre en compte dans le SIGED.

Statistiques de finances publiques

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, **M. Nicolas KACOU** a fait une partie de sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire, où il a été chargé d'élaborer le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), notamment à partir de la Balance générale des comptes du Trésor.

Guinée-Bissau – affinement et production du TOF des sous-secteurs de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale, du 25 février au 05 mars 2019.

L'appui a permis de finaliser le tableau des opérations financières de l'administration publique centrale budgétaire. L'aboutissement de cette tâche met en exergue la nécessité de poursuivre et renforcer les travaux de formation et de sensibilisation. En effet, les rencontres avec les différentes autorités de la Guinée-Bissau notamment du ministère de la pêche, ont facilité la collecte de données de cette structure pour la finalisation de l'élaboration du TOFE de l'administration publique centrale budgétaire. Pour rappel, les versements de l'Union Européenne au titre des droits de pêche dans les eaux territoriales de la Guinée-Bissau, sont répartis entre le Trésor et le ministère de la pêche qui bénéficie de 35%. Cependant, les compileurs du TOFE ne disposaient pas de données sur la nature économique des opérations du ministère sus-cité. L'assistance du Centre a également permis de produire le TOF du sous-secteur de la sécurité sociale à fin décembre 2017 ainsi que la situation de la dette selon la monnaie, les instruments et le secteur de la contrepartie bien que certaines rubriques nécessitent un besoin additionnel d'informations.

Togo – affinement et production du TOF des sous-secteurs de l'administration publique centrale budgétaire et des collectivités locales, du 7 au 15 mars 2019.

L'assistance technique a contribué à l'affinement des tables de passage et à la production du TOF des sous-secteurs des collectivités locales et de l'administration publique centrale budgétaire. Le Centre a également encadré l'équipe TOFE pour l'identification et le calcul des critères du programme économique et financier à partir du TOFE élaboré selon les normes du MSFP 2014. Il s'est accordé avec les autorités sur l'élaboration des statistiques de la dette selon la monnaie, les instruments et le secteur de la contrepartie sur la base de la résidence.

Mali – affinement et production du TOF des sous-secteurs de l’administration publique centrale budgétaire, de la sécurité sociale et des collectivités locales, du 26 mars au 03 avril 2019.

L’appui du centre a permis de poursuivre les travaux d’élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques aux sous-secteurs de l’administration publique. Ainsi, les travaux avec le Comité Technique de Production des Statistiques de Finances Publiques (CTPSFP), ont contribué en la finalisation et à la mise à disposition des acteurs de finances publiques, des tables de passage actualisé et des TOF des sous-secteurs de l’administration publique centrale budgétaire, de la sécurité sociale et des collectivités locales. Par ailleurs, des recommandations ont été faites pour améliorer l’accessibilité et l’exploitation des statistiques produites à un plus grand public à travers des notes d’accompagnement. En outre, il ressort un besoin de renforcement en ressources humaines et des capacités en lien avec l’élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques et au mouvement des effectifs du personnel expérimenté et outillés pour l’élaboration des statistiques conformément aux normes du MSFP 2014.

Statistiques du secteur réel

AFRITAC de l’Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d’année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d’Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

Conseiller résident en Statistiques du secteur réel



Avant de rejoindre l’AFRITAC de l’Ouest en 2018, **M. Fahd Ndiaye** a travaillé à l’Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal pendant 10 ans.

Mauritanie – Améliorer la qualité des estimations des comptes nationaux rebasés, du 28 janvier au 1^{er} février 2019.

Une mission d’assistance technique conduite par M. Fahd Ndiaye, Conseiller résident en statistiques du secteur réel de l’AFRITAC de l’Ouest, et M. Mohamed Frigui, expert pour le FMI, s’est rendue à Nouakchott, du 28 janvier au 1^{er} février 2019, pour aider l’Office National de la Statistique (ONS) à élaborer la nouvelle série des comptes nationaux conforme au Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008). La mission a contribué à l’examen de la nouvelle année de base 2014, des comptes de 2015, 2016 et de la méthodologie de réropolation. Les travaux se sont déroulés sous la forme d’un atelier avec des représentants de la Banque mondiale, la Commission économique pour l’Afrique des Nations Unies (CEA), du Haut-Commissariat au Plan du Maroc et d’AFRISTAT. L’ONS compte diffuser la nouvelle série en fin avril 2019.

Burkina Faso – Aligner les comptes trimestriels sur la nouvelle série des comptes nationaux rebasés, du 11 au 22 février 2019.

Du 11 au 22 février 2019, M. Fahd Ndiaye, Conseiller résident en statistiques du secteur réel de l'AFRITAC de l'Ouest a effectué une mission d'assistance technique (AT) à Ouagadougou, pour aider l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) à élaborer une nouvelle série des comptes nationaux trimestriels (CNT) cohérente avec la nouvelle base 2015 des comptes nationaux publiés le 30 décembre 2018 selon le Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008). La mission a contribué à la proposition d'une maquette de calcul des CNT devant intégrer les principales recommandations du Manuel des CNT, édition 2017 cohérent avec le SCN 2008. Les tests des indicateurs de haute fréquence (IHF) seront poursuivis par les comptables nationaux pour valider la maquette.

Niger – Elaborer des comptes trimestriels cohérents avec la nouvelle série des comptes nationaux rebasés, du 25 mars au 5 avril 2019.

Une mission d'assistance technique (AT) conduite par M. Fahd Ndiaye, Conseiller résident en statistiques du secteur réel de l'AFRITAC de l'Ouest s'est rendue à Niamey, du 25 mars au 05 avril 2019, pour aider l'Institut National de la Statistique (INS) à élaborer une nouvelle série des comptes nationaux trimestriels (CNT). L'INS a élaboré une nouvelle année de base (NB) 2015 des comptes nationaux selon les recommandations du Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008). La mission a contribué à la proposition d'une maquette de calcul des CNT devant intégrer les principales recommandations du Manuel des CNT, édition 2017. Des travaux restent à poursuivre pour valider les indicateurs et la maquette de calcul. Les tests des indicateurs de haute fréquence (IHF) seront poursuivis par les comptables nationaux pour valider la maquette. L'INS pourrait diffuser la nouvelle série des comptes nationaux en fin juin 2019.

Supervision bancaire

Le champ d'intervention du domaine est axé sur des missions de renforcement de la supervision bancaire, sous ses différents aspects, dont la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace et la transposition des accords internationaux dits de Bâle III. Le Centre intervient également afin d'adapter la réglementation et renforcer la supervision des entités du marché financier régional.

Conseiller résident en supervision bancaire



Avant de prendre ses fonctions à l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, **M. Éric Lemarchand** était chef de mission à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) à la Banque de France.

UMOA – Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA – Atelier consacré à la réalisation des contrôles spécialisés, du 7 au 11 janvier 2019.

Les agents affectés au contrôle sur place des établissements de crédit et des institutions de micro-finance ont bénéficié d'une formation consacrée à la réalisation des contrôles spécialisés dans le cadre des missions thématiques ou transversales qui ont vocation à se développer dans le cadre de la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques. La démarche de contrôle, l'identification du périmètre des investigations, la sélection des opérations à analyser et le cadre de formalisation des constats ont notamment fait l'objet de développements spécifiques.

Guinée – Adaptation du cadre réglementaire et supervision par les risques, du 23 janvier au 1^{er} février 2019.

La mission auprès de la banque centrale a été consacrée aux travaux de finalisation et de présentation des textes relatifs au plan comptable révisé et au nouveau système de reporting bancaire. Ces textes ont été achevés. En outre, la mission a fait des propositions pour revoir le système de notation des banques et parvenir à mieux apprécier les critères qualitatifs sur le contrôle interne, la gouvernance et la gestion des risques. Enfin, les réflexions relatives à la mise en place d'IFRS 9 et à l'adoption de critères de provisionnement *ex-ante* des crédits à la clientèle par les banques guinéennes ont été initiées.

UMOA – Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest. Adaptation du cadre réglementaire, du 18 février au 1^{er} mars 2019.

La mission d'AFRITAC de l'Ouest a essentiellement consisté à échanger avec les Autorités sur plusieurs projets de textes réglementaires visant à instaurer de nouvelles normes de liquidité à court et moyen terme, à définir les obligations des établissements de crédit en matière de publication sur les risques (pilier 3 de Bâle III) et à préciser les conditions des tests de résistance que les banques devront réaliser.

Mauritanie – Adaptation du cadre réglementaire, du 11 au 22 mars 2019.

Dans l'optique de la révision des normes de solvabilité et de liquidité applicables aux banques mauritaniennes, la mission a revu les dernières simulations de calcul des ratios révisés de solvabilité et de liquidité initiées par les équipes de la Banque Centrale de Mauritanie sur la base des données bancaires au 31 décembre 2018. Les résultats ont permis de valider les options prudentielles retenues précédemment. Les maquettes des futurs états de *reporting* ont également été revues et finalisées lors de cette mission.

Analyse macro-budgétaire

Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme

l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.

Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire



M. Djoret Biaka Tedang a travaillé pour plusieurs organisations internationales dans le domaine de la modélisation et du cadrage macroéconomique et budgétaire avant d'intégrer AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été également chef de division Conjoncture et Prévision dans son pays.

Togo – Renforcer l'appropriation et l'opérationnalité du modèle de prévision des comptes macroéconomiques du Togo, du 7 au 18 janvier 2019.

L'objectif de cette mission était de poursuivre l'appropriation et le renforcement du modèle PRECOMAT 3.0. Au cours de la mission, les comptes nationaux révisés 2015 et définitifs 2016, de même que les comptes provisoires 2017, ont été intégrés dans le modèle. Des améliorations sur le fonctionnement du modèle ont également été apportées. Au stade actuel, le modèle projette les comptes nationaux à partir des données de comptes provisoires 2017 en fournissant des résultats relativement robustes sur la période de projection. Ce modèle peut donc commencer à être utilisé lors du processus de cadrage macroéconomique pour la préparation du budget 2020. La mission recommande l'utilisation du modèle PRECOMAT 3.0 dans le cadre des prochains exercices de cadrage macroéconomique et budgétaire. La mission a également fait le point des avancées en matière de dispositif et de pratique du cadrage macroéconomique et budgétaire.

Guinée – Renforcer le dispositif technique de cadrage macroéconomique, du 11 au 22 février 2019.

La mission a contribué au renforcement du modèle MSEGUI et des capacités en cadrage macroéconomique et budgétaire. Quelques dysfonctionnements constatés dans la dernière version du MSEGUI ont été corrigés. La mission a également harmonisé la présentation des recettes budgétaires dans le modèle selon la nouvelle nomenclature du Budget, amélioré les méthodes de projection des recettes budgétaires provenant des activités minières et proposé un module "Dettes" pour la projection de quelques indicateurs d'endettement. Les amendements ont également été apportés au manuel de procédure de cadrage macroéconomique dans le but de clarifier le rôle des acteurs, de détailler les principales étapes du cadrage macroéconomique et d'introduire plus d'interactions avec le dispositif de cadrage budgétaire. Un plan de renforcement du Comité Technique des Cadrages Macro-économiques (CTCM) sur la période 2019-2021 articulé au cours de quatre axes ((i) Renforcer les capacités de la Division Stratégie et cadrage macroéconomique ; (ii) Renforcer les capacités techniques des membres du Secrétariat Technique du Comité Technique de cadrage macroéconomique ; (iii) Renforcer l'opérationnalité du CTCM et (iv) Améliorer le modèle MSEGUI) a été proposé et discuté avec les membres du Secrétariat Technique et au cours d'une réunion regroupant les principales administrations économiques et financières.

Burkina Faso – discipline et allocation budgétaire à moyen terme, du 4 au 15 mars 2019.

La mission visait à améliorer les outils et les techniques pour assurer la discipline budgétaire et l'allocation stratégique des ressources à moyen terme. Elle a permis d'identifier des pistes d'amélioration de la crédibilité du cadrage macroéconomique, de renforcement de la cohérence entre cadrage macroéconomique et cadrage budgétaire. De même, la crédibilité de la trajectoire à moyen terme des finances publiques a été examinée et des recommandations ont été formulées.

Actions de formation

« Elargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques aux sous-secteurs des unités extrabudgétaires et des collectivités locales », Bissau, du 7 au 11 janvier 2019.

Ce séminaire régional a regroupé les représentants des 10 pays membres couverts par le Centre. Il a porté sur l'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques aux sous-secteurs des unités extrabudgétaires et des collectivités locales. Ce séminaire de formation a visé principalement à renforcer les connaissances et la capacité technique des participants sur le champ des statistiques de finances publiques et à la sectorisation des unités du secteur public conformément aux concepts



internationaux en vigueur notamment la notion de de résidence, d'unités institutionnelles, de contrôle, d'activités marchandes/non marchandes. Les travaux ont permis de mettre également à la disposition des acteurs des finances publiques, des outils et connaissances pour la production à titre expérimentale des statistiques des unités extrabudgétaires et des collectivités locales ou territoriales selon les normes du MSFP 2014. A cette occasion, ont été présentés ; (i) l'état des lieux et perspectives pour la migration au MSFP 2001/2014, (ii) les généralités sur le TOFE, (iii) le champ des unités du secteur public, (iv) le cadre analytique du MSFP 2001/2014 vue d'ensemble, (v) les flux, encours et règles de comptabilisation, (vi) les transactions (Recettes, Dépenses : Charges et Acquisition d'actifs non financiers) et (vii) le compte de patrimoine. Les travaux se sont soldés par un exercice pratique d'élaboration d'une table de passage pour la production des statistiques du sous-secteur des collectivités locales.

« Le rôle du gestionnaire de la dette dans la gestion des engagements financiers éventuels », Cotonou, du 28 janvier au 1er février 2019.

La formation a permis de sensibiliser les participants sur les passifs éventuels, les risques auxquels les gouvernements sont exposés, et les outils permettant d'identifier, de mesurer et de gérer ces risques, en mettant l'accent non seulement sur les garanties publiques et la rétrocession de prêts mais également en soulignant le rôle généralement joué par les gestionnaires de la dette publique dans la gestion de ces passifs éventuels. Les participants à l'atelier ont présenté des exposés sur les expériences de leurs pays respectifs, en partageant leurs points de vue et leurs défis. Les principaux points à retenir des exposés et des débats qui ont suivi sont les suivants: (i) les gestionnaires de la dette de la région sont davantage impliqués dans la gestion des garanties de prêt, des prêts et de la dette garantie par l'État que dans la gestion des passifs éventuels; (ii) il existe des similitudes entre les pays en ce qui concerne le cadre de gouvernance pour l'émission de garanties de prêt et de prêts; (iii) la plupart des pays enregistrent leurs prêts garantis sur des feuilles de calcul Excel en raison des limitations du système d'enregistrement de la dette; (iv) il y a encore beaucoup à faire pour améliorer les pratiques actuelles d'évaluation du risque de crédit.



Les cours en ligne du FMI

Les cours disponibles pour les cadres des secteurs public et privé et parfois pour le grand public sont accessibles sur <http://imf.smartcatalogiq.com> et <https://www.edx.org/school/imfx>.

Ces cours comprennent entre autres :

- Macroeconometric Forecasting (MFx)

Langue du cours : Anglais, du 15 janvier au 15 mai 2019.

- Financial Programming and Policies, Part 1 Macroeconomic Accounts and Analysis (FPP.1x)

Langue du cours : Arabe, du 1^{er} mai au 31 octobre 2019.

- Financial Programming and Policies, Part 2: Program Design (FPP.2x).

Langue du cours : Français, du 22 mai au 10 juillet 2019.

Rapports mis en ligne sur le site sécurisé du Centre en avril 2019

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
Guinée	Administration douanière	Gestion automatisée du transit douanier
Burkina Faso	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale
Togo	Administration fiscale	Renforcement des fonctions fiscales clés de l'Office Togolais des Recettes
Mauritanie	Gestion des dépenses publiques	Appui à l'amélioration de la budgétisation des investissements publics
Cote d'Ivoire	Analyse macro-budgétaire	Renforcement des prévisions de recettes fiscales
Guinée-Bissau	Statistiques de finances publiques	Elargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques
Guinée	Statistiques de finances publiques	Elargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques

Activités à venir

Les principales activités prévues pour les trois premiers mois de l'année fiscale 2020 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

Administration douanière		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Contrôle après dédouanement	6-17 mai
Guinée	PPAT transit	10-21 juin
Burkina Faso	Renforcement évaluation en douane	17-21 juin
Niger	PPAT évaluation en douane	22 juillet-2 août
Séminaire régional		
Pays	Thème	Date
Côte d'Ivoire	Les données au service des contrôles	8-12 juillet
Administration fiscale		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée-Bissau	Fiabilisation du fichier des contribuables	06-17 mai 2019
Bénin	Renforcement de l'action en recouvrement	20-31 mai 2019
Séminaire régional		
Pays	Thème	Date
Côte d'Ivoire	Les enjeux et défis de la maîtrise des répertoires des contribuables	13-17 mai 2019
Gestion des dépenses publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Mauritanie	Appui à l'élaboration des CDMT dans les ministères	6 - 17 mai 2019
Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration d'un manuel d'exécution de la dépense publique conforme aux directives de l'UEMOA	20 - 31 mai 2019
UEMOA	Première réunion du réseau des praticiens des FP	Mai 2019
Guinée	Mise en œuvre des AE-CP	8-19 juillet 2019
Togo	Appui à la mise en œuvre du bilan d'ouverture de l'Etat	27 mai- 7 juin 2019
Niger	Appui à la revue du Plan comptable de l'Etat et harmonisation avec la nomenclature budgétaire	8-19 juillet 2019
Bénin	Appui à l'élaboration des plans d'exécution de trésorerie et à la poursuite du projet de mise en place du Compte Unique du Trésor	1-12 juillet 2019
Burkina Faso	Appui à la clôture des comptes en vue du passage à la comptabilité en droits constatés	15 au 26 juillet 2019
Guinée-Bissau	Appui à la rédaction d'un manuel de procédures comptables pour la Trésorerie Générale (TG)	6-17 mai 2019
Cote d'Ivoire	Appui à l'élaboration d'une instruction sur le Bilan d'ouverture	29 avril au 10 mai 2019
Séminaire régional		
Pays	Thème	Date

Gabon	Optimisation de la gestion des Investissements publics	10 – 14 juin 2019
Statistiques du secteur réel		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008	Mai-juil 2019
Côte d'Ivoire	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008	Mai-juil 2019
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008	Mai-juil 2019
Guinée-Bissau	Elaboration des Comptes nationaux 2017-2018 selon le SCN 2008	Mai-juil 2019
Mali	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008	Mai-juil 2019
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Togo	Renforcement de la prévision du service de la dette et du reporting de la dette	21-31 mai
Guinée	Renforcement de la prévision du service de la dette et du reporting de la dette	10-21 juin
Bénin	Renforcement de la conception et de la mise en œuvre du plan de gestion de trésorerie	1-12 juillet
Sénégal	Formation à l'analyse financière des prêts-projets	29 juillet-2 août
Séminaire régional		
Pays	Thème	Date
Bénin	Vers une meilleure intégration de la gestion de la trésorerie et de la gestion de la dette	24-28 juin 2019
Supervision bancaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
UMOA CREPMF	Refonte du cadre réglementaire	Mai-juil 2019
Guinée	Adaptation du cadre réglementaire et supervision par les risques	Mai-juil 2019
Mauritanie	Révision réglementation + supervision par les risques	Mai-juil 2019
Statistiques de finances publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique	18-28 Juin 2019
Burkina Faso	Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique	9-19 juillet 2019
Côte d'Ivoire	Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique	30 juillet-9 août 2019
Analyse macro-budgétaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Renforcement des indicateurs à haute fréquence	Mai-juillet 2019
Guinée-Bissau	Intégration des nouvelles séries de comptes nationaux dans TCHINTCHOR	Mai-juillet 2019
Mali	Renforcer le dispositif de cadrage et l'appropriation du modèle de prévision macro-économique	Mai-juillet 2019
Mauritanie	Mise en place d'un modèle macroéconomique	Mai-juillet 2019

MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

PARTENAIRES



Union Européenne



Luxembourg



Allemagne



France



Chine



Banque Européenne d'Investissement



AFRITAC, Immeuble BCEAO

Abidjan, Plateau

Côte d'Ivoire

www.afritaouest.org

www.facebook.com/afritaouest

(+225) 20 20 89 87